

## Bulletin d'histoire politique

# « Beaucoup trop Chicago » : la campagne de moralité publique montréalaise dans ses contextes internationaux

Mathieu Lapointe



Le Québec des années 1950  
Volume 24, Number 1, Fall 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1033390ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1033390ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique  
VLB éditeur

### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Lapointe, M. (2015). « Beaucoup trop Chicago » : la campagne de moralité publique montréalaise dans ses contextes internationaux. *Bulletin d'histoire politique*, 24(1), 20–29. <https://doi.org/10.7202/1033390ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

## « Beaucoup trop Chicago » : la campagne de moralité publique montréalaise dans ses contextes internationaux\*

MATHIEU LAPOINTE<sup>1</sup>  
*Université McGill*

Une époque « glorieuse », les années 1950 ? Certainement pas du point de vue de la moralité politique, si l'on évoque la lutte contre la pègre et la corruption politique et policière à Montréal au début de la décennie, ou encore la critique du patronage et des mœurs électorales corrompues qui s'intensifie à la fin du régime Duplessis. Sauf, peut-être, si l'on voit ces luttes épiques comme le terreau d'où ont émergé les leaders modernisateurs des années 1960 et les vives aspirations au changement qui ont animé les réformistes de la Révolution tranquille. Ces dernières années, nombreux sont ceux – y compris certains candidats à la mairie de Montréal – qui ont évoqué l'héroïque mémoire de Jean Drapeau qui avait alors chassé les filous et ramené l'ordre, avant de donner une direction à la métropole.

La société politique montréalaise et québécoise de l'époque était-elle anormalement corrompue, comme le prétendaient les discours réformistes ? Vaste programme de recherche, qui déborde largement les capacités du chercheur isolé. Ce qui est certain, par contre, c'est que pour bien comprendre le mouvement de réforme politique montréalais et québécois qui a préparé la Révolution tranquille, il faut s'écarter à la fois des cadres rigides du discours modernisateur de l'époque, qui présentait le Québec comme une exception, et d'une normalisation un peu rapide du passé

\* Cet article scientifique a été évalué par deux experts anonymes externes, que le Comité de rédaction tient à remercier.

québécois. Ce mouvement est aussi incompréhensible si on ne le replace pas dans le contexte international d'après-guerre que si on le sort de la trame historique québécoise. Nous nous concentrerons ici sur le cas montréalais, en mettant l'accent sur le contexte international.

Rappelons d'abord brièvement les grandes lignes de l'histoire que nous allons tenter de mieux contextualiser<sup>2</sup>. Elle appartient à la légende montréalaise et même à la littérature québécoise. On se souvient communément que pendant les années 1940 et 1950, Montréal est une «ville ouverte», très «festive» dirions-nous aujourd'hui, où tous les excès semblent permis. La prostitution et le jeu commercialisé paraissent largement tolérés par la police, prenant une ampleur qui donne à la métropole une réputation sulfureuse à la grandeur du pays, voire du continent. Une partie de l'opinion, scandalisée par cet état de choses, soupçonne les politiciens d'être corrompus par le crime organisé et réclame un «nettoyage» en règle de la ville. L'été 1946 marque un tournant: à une semaine d'intervalles, en juillet, deux événements viennent précipiter l'inquiétude des Montréalais. Une bombe est jetée contre une maison de jeu du centre-ville; quelques jours plus tard, un chef de la pègre, Harry Davis, est assassiné en plein jour dans son établissement de la rue Stanley. Les éditorialistes s'enflamment et craignent de voir émerger une guerre de gangs à l'américaine<sup>3</sup>. Lorsqu'à l'automne la Ligue de vigilance sociale voit rejeter sa deuxième demande d'enquête sur la police, *Relations* exprime la déception des moralistes:

Il y a pire que l'immoralité publique: c'est l'indifférence des bons, de la police et des autorités devant cette épidémie. [...] Faut-il admettre l'existence de souscriptions à diverses caisses pour acheter la protection, la démission, la trahison des responsables, à tous les degrés?... Pour une ville catholique, c'est beaucoup trop Chicago. Pour une ville qui manque de logements, c'est en gaspiller des centaines. Pour une ville qui engouffre la jeunesse de toute la province, c'est un massacre organisé. La croix lumineuse du mont Royal devra pourtant regarder mieux que ça<sup>4</sup>.

Au moment où la revue jésuite écrit ces lignes, moralistes et honnêtes gens ont déjà trouvé leur paladin: l'avocat Pacifique («Pax») Plante, qui avait compris les mécanismes de la tolérance policière en travaillant à la Cour municipale pendant la guerre, a pris la tête de l'escouade de la moralité et commencé une répression énergique des maisons de jeu, de pari et de prostitution, gênant réellement leur fonctionnement et poursuivant leurs véritables propriétaires, choses inédites. Mais tant de vertu dérange, et «Pax» est bientôt suspendu, puis renvoyé de la police, ce qui nourrit l'impression que les autorités résistent au nettoyage.

Pax Plante revient un an plus tard dans les pages du *Devoir*, organe catholique et nationaliste progressiste à la fin des années 1940. Avec l'aide du journaliste Gérard Pelletier, il y livre, de novembre 1949 à février 1950,

un long exposé-choc d'une soixantaine d'articles où il révèle les rouages du système de la tolérance policière et raconte sa propre lutte pour l'abolir. Sous le titre de *Montréal sous le règne de la pègre*, ce feuilleton véridique captive les Montréalais, fait bondir le tirage du *Devoir* et relance l'agitation pour une enquête sur la police<sup>5</sup>. Grâce à l'informateur privilégié qu'est Plante, le Comité de moralité publique des citoyens de Montréal (CMP), qui vient d'être formé (mars 1950), réussit enfin à obtenir l'enquête tant espérée depuis la Deuxième Guerre mondiale. L'enquête judiciaire présidée par le juge François Caron, de la Cour supérieure, s'ouvre en septembre 1950. Elle durera près de trois ans, de 1950 à 1953, avec plusieurs longues interruptions, et jugera 63 accusés avec l'intervention de nombreux avocats et de 373 témoins, au cours de ses 325 séances. Elle sera l'occasion de démontrer la réalité du système de tolérance qui perdurait à Montréal depuis des décennies avec la complicité de bon nombre d'officiers de police. Le scandale sera donc étalé au grand jour, en long et en large, sans qu'on réussisse à prouver formellement la culpabilité des membres du Comité exécutif, principaux responsables aux yeux des réformateurs. Néanmoins le dépôt du rapport Caron, à quelques semaines des élections municipales d'octobre 1954, aidera grandement les réformateurs de la nouvelle Ligue d'action civique (LAC) à faire élire plusieurs conseillers ainsi que leur jeune candidat à la mairie, le procureur Jean Drapeau, dans un raz-de-marée électoral qui amorça un renouvellement de la classe politique municipale. Drapeau et d'autres membres du CMP étant proches des milieux «néonationalistes» qui, avec les *citélibristes*, préparaient la Révolution tranquille par une critique du régime Duplessis<sup>6</sup>, ce triomphe sera vu comme l'une des premières victoires politiques significatives de la nouvelle garde sur les forces de «l'Ancien régime». Drapeau en viendra même à être pressenti par plusieurs, après sa défaite de 1957, comme un rival potentiel au tout-puissant Duplessis, ambitions provinciales auxquelles viendra mettre un terme son retour à la mairie en 1960<sup>7</sup>.

C'est donc à première vue une histoire toute québécoise, qui semble obéir à un dynamisme et une temporalité propres à l'histoire du Québec. Pourtant, lorsqu'on ouvre le regard vers l'extérieur, au-delà du Québec et du Canada, nous sommes vite frappés par la multiplicité et l'ampleur des synchronismes avec l'actualité internationale. On dit souvent que lorsque le géant américain éternue, nous attrapons le rhume. Or à cette époque, les États-Unis (et le Canada anglais) sont emportés par une vague d'inquiétude au sujet du crime organisé et de la corruption urbaine, que l'historien W. H. Moore a qualifié de «*postwar crime scare*<sup>8</sup>». Une série d'exposés journalistiques, portant souvent le nom de «*confidentials*» (*New York Confidential* [1949], *Chicago Confidential* [1950], *Washington Confidential* [1951]), dépeignent la face cachée des grandes villes américaines et l'infiltration des administrations et du monde des affaires par le crime organisé. Certains

d'entre eux seront adaptés au cinéma et y influenceront tout un genre cinématographique<sup>9</sup>. L'historien de la culture Will Straw a déjà souligné la parenté de ces récits avec le *Montréal sous le règne de la pègre* de Pax Plante et le *Montreal Confidential* (1950) du journaliste Al Palmer. Ces productions culturelles étatsunienues ont inspiré les réformateurs montréalais, qui les ont également utilisées pour légitimer leur croisade aux yeux du public québécois<sup>10</sup>.

À la même époque apparaissent en succession rapide, dans de nombreuses villes américaines, des comités de citoyens contre le crime (*citizens crime committees* ou *commissions*): on en fonde par exemple à Miami en 1948, à Kansas City, St-Louis et Dallas en 1950, et à New York et Philadelphie en 1951<sup>11</sup>. La fondation du CMP montréalais en 1950 s'inscrit donc dans une mouvance continentale. Le mouvement prend des formes diverses selon les villes, comme l'a montré l'historien Lee Bernstein: les plus gros comités, comme celui de Chicago, formé des décennies plus tôt, peuvent compter jusqu'à 25 employés permanents, alors que beaucoup d'autres n'emploient qu'un directeur et un sténographe. Leur attitude vis-à-vis du gouvernement et de la police varie de la collaboration jusqu'à l'hostilité, comme dans le cas de La Nouvelle-Orléans, une autre ville des plaisirs où la corruption policière est notoire<sup>12</sup>. Mais elles ont plusieurs points en commun. Elles sont souvent animées par des industriels, voire créées par des Chambres de commerce, ce qui n'est pas étonnant, vu leur crainte de l'infiltration de la pègre dans l'économie légale et les administrations locales. À Montréal, le Comité de moralité publique comptera plusieurs membres issus de la Chambre de commerce, dont l'imprimeur Pierre Des Marais. Ces hommes d'affaires « modernes » critiquent la corruption, l'incompétence et les vieilles méthodes des *establishments* politiques urbains<sup>13</sup>. Ils répètent inlassablement que pour réformer la politique et combattre le crime, il faut avant tout vaincre l'apathie du public et organiser la vigilance et l'action citoyennes. C'est pourquoi ils cultivent généralement des relations fortes avec la presse, comme ce sera le cas du *Devoir* et du Comité de moralité publique à Montréal. Aux États-Unis comme ici, la presse joue dans les campagnes contre le crime et le vice les rôles d'éveilleur, d'enquêteur et de chien de garde<sup>14</sup>.

Aux États-Unis, toutes ces révélations et cette agitation aboutissent, quelques mois avant le début de l'enquête Caron, à l'ouverture de l'enquête Kefauver, du nom de son président le sénateur démocrate Estes Kefauver (1903-1963). Son nom exact est le *Senate Special Committee to Investigate Organized Crime in Interstate Commerce*<sup>15</sup>. Cette enquête sénatoriale itinérante parcourra les grandes villes américaines sur la piste de la corruption des autorités municipales par le crime organisé. Diffusées à la télévision, ses audiences deviendront le premier spectacle politique de masse de l'histoire du petit écran. David Halberstam rapporte par exemple

que durant l'interrogatoire de Frank Costello, parrain présumé de la pègre new-yorkaise, 70 % des téléviseurs à New York étaient ouverts, soit deux fois les cotes d'écoute des Séries mondiales de l'automne précédent<sup>16</sup>. L'enquête Kefauver contribuera à répandre dans l'opinion publique l'idée d'une *Mafia* contrôlant l'ensemble du crime organisé, une sorte de corporation internationale du crime, d'origine italienne ; « pieuvre des temps modernes » qui aurait infiltré les administrations des grandes villes<sup>17</sup>. Mais en débusquant les liens entre la pègre et les machines politiques urbaines, le sénateur Kefauver nuira aussi à son propre parti démocrate, au pouvoir aux États-Unis depuis 20 ans, dont il tentera d'ailleurs de devenir le candidat présidentiel en 1952. On ne peut trop insister sur l'impact de cette enquête sur les esprits nord-américains. Lors de la campagne présidentielle de 1952, le républicain Eisenhower voguea vers la victoire avec une stratégie de communication axée sur trois reproches fondamentaux au Parti démocrate : « Korea, communism and corruption<sup>18</sup> ». Au Québec, la presse à grand tirage et des revues comme *Relations* propageront les révélations, mais aussi les préjugés et les exagérations du comité Kefauver<sup>19</sup>.

Sur la scène new-yorkaise, éclate aussi, alors que commence ici l'enquête Caron (septembre 1950), un vaste scandale de corruption policière liée au *gambling*. Les aveux du gangster Harry Gross, à la tête d'un empire employant 400 personnes et rapportant 20 millions \$ par année, amèneront la condamnation d'une vingtaine de policiers (comme à Montréal) et la retraite de centaines d'autres<sup>20</sup>.

Au-delà de cette lutte nord-américaine au crime organisé, la campagne de moralité montréalaise s'inscrit, de façon plus large, dans une tendance culturelle occidentale : celle d'un moralisme d'après-guerre marqué par une volonté de « retour à la normale » après les turbulences et les « désordres » de la Guerre, ainsi que par une inquiétude vis-à-vis de nouveaux phénomènes médiatiques et socioculturels qui touchent en particulier la jeunesse. À Montréal, les « désordres » de la guerre évoquent évidemment la vie nocturne endiablée, l'essor de la prostitution et du jeu, mais aussi l'inquiétude vis-à-vis du travail des femmes, et notamment des mères, hors du foyer, dans les industries de guerre. Pendant la guerre émerge ici, comme ailleurs en Occident, une crainte « panique » que la délinquance juvénile soit en pleine explosion à cause de l'absence des pères partis à la guerre et des mères parties à l'usine. Des historiens comme Tamara Myers et Jeffrey Keshen ont bien documenté cette inquiétude, qui se traduira dans l'après-guerre par un souci particulier de la jeunesse<sup>21</sup>. C'est l'époque, ici, de la fondation d'un ministère de la Jeunesse en 1946 et, dans un autre registre, celle du film *La Petite Aurore l'enfant martyre* (1952). C'est également pour protéger cette jeunesse que bat son plein aux États-Unis, à cette époque, une « campagne de pureté » visant notamment à

contrer l'essor de la pornographie et des *comics* jugés immoraux<sup>22</sup>. Les campagnes québécoises contre la « presse jaune », la littérature et les illustrés licencieux qui se multiplient avec la Guerre s'inspirent visiblement par leurs modes d'action de modèles nord-américains comme la *National Organization for Decent Literature* (NODL), mais ils ressemblent aussi à des campagnes européennes de la même époque. On pense en France, à l'action de groupes comme le Cartel d'Action morale et sociale, rassemblement interconfessionnel pour lutter pour la moralité publique, qui sera un des modèles du CMP montréalais<sup>23</sup>.

Le contexte international change aussi en ce qui a trait à la prostitution. Pendant longtemps l'exemple français de réglementation de la prostitution avait servi de justification à ceux qui, à Montréal, prônaient la tolérance de cette « industrie »<sup>24</sup>. Contrairement aux États-Unis qui avaient supprimé leurs *Red Lights* dans les années 1910 et 1920, la France offrait l'exemple d'un pays moderne qui, pragmatique, refusait ce « puritanisme »<sup>25</sup>. Or, cet exemple tombe en 1946, lorsque la IV<sup>e</sup> République décrète la fermeture des bordels par la loi « Marthe Richard ». La décision est motivée par un réformisme social (lutte contre la crise du logement, l'exploitation de la femme et pour le bien-être de l'enfant), mais aussi par l'indignation qu'a soulevée la collaboration des tenanciers avec l'occupant et le régime de Vichy, ainsi que les privilèges dont ils ont joui alors que la population était soumise aux privations<sup>26</sup>. Cependant l'abolitionnisme de l'après-guerre déborde largement le cadre français, comme en témoigne la signature, en décembre 1949, d'une *Convention internationale pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui*, dont « l'article 6 pose l'interdiction de la réglementation de la prostitution » – convention que le CMP pressera le Canada d'adopter<sup>27</sup>.

Cette nouvelle sensibilité morale, qui constitue l'arrière-fond de la campagne de moralité publique montréalaise, est à mettre en rapport avec des changements sociaux qui affectent tout l'Occident d'après-guerre : en particulier l'essor de la famille nucléaire et d'un nouvel idéal d'intimité, de réciprocité et même d'épanouissement sexuel dans le couple, favorisé par le caractère plus spacieux et confortable des nouvelles maisons de banlieue<sup>28</sup>. Par ailleurs, l'émancipation graduelle de la femme, symbolisée par l'obtention du droit de vote (provincial) au Québec en 1940 et en France en 1944, rend de plus en plus odieuse son exploitation sexuelle par l'homme et par la pègre<sup>29</sup>.

En remontant quelques décennies plus tôt, on aurait pu expliquer comment le contexte international avait aussi contribué à la genèse de la « ville ouverte » et de la réputation de Montréal comme ville des plaisirs illicites. Et montrer, par ailleurs, à quel point cette réputation internationale a joué un rôle important dans les débats qu'a soulevés la campagne de moralité<sup>30</sup>.

On voit donc l'ampleur des similitudes et des parallèles, voire des liens entre cette campagne montréalaise et des événements et dynamiques qui agitaient et transformaient alors l'Amérique du Nord et l'Occident. Terminons en soulignant deux *différences* qui marquent la spécificité de la situation québécoise à cette époque. La première est l'ampleur des divisions linguistiques et confessionnelles à Montréal, avivée par les fractures de la guerre qui vient de se terminer. Celles-ci rendent instables ou condamnent d'avance les tentatives de former une coalition réformatrice bilingue et représentative de la diversité montréalaise<sup>31</sup>. C'est ce qui donnera au CMP et à la LAC, qui amèneront Jean Drapeau au pouvoir, un visage essentiellement francophone et catholique, pour ne pas dire canadien-français<sup>32</sup>.

Autre grande différence avec la situation américaine, le mouvement de réforme morale et politique n'a pas été mené ici par des personnages associés de près à l'un ou l'autre des grands partis politiques (républicains et démocrates aux États-Unis, Union nationale et libéraux ici). La campagne a été menée par les membres d'une troisième voie, celle du *Devoir*, de l'*Action nationale*, de *Relations*, autrement dit du nationalisme et du réformisme catholiques, qui se concevait en dehors des deux grands partis et les renvoyait dos à dos: le CMP se voulait neutre politiquement, mais Plante critiquait tant la machine bleue que la rouge de s'être enrichies en protégeant le vice<sup>33</sup>. Cela peut contribuer à expliquer pourquoi les moyens d'action des réformateurs québécois furent toujours beaucoup plus limités que ceux dont bénéficiaient leurs homologues américains, comme le républicain Tom Dewey durant les années 1930 et le démocrate Kefauver dans les années 1950. Et cela explique certainement la résistance que les partis opposèrent à l'enquête Caron, qui finit par les faire mal paraître et à donner raison aux moralistes. Ils donnaient l'impression d'avoir quelque chose à cacher, et des gens louches à protéger, qui leur rendaient de petits services les jours d'élection en retour d'une forme d'immunité. Ainsi la campagne de moralité montréalaise a contribué à conforter l'association, dans les esprits, entre vieille politique et gangstérisme, et à nourrir l'aspiration croissante à un nettoyage de la politique qui sera partie intégrante de la Révolution tranquille.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'auteur tient à remercier les éditeurs du *Bulletin d'histoire politique* ainsi que les évaluateurs anonymes, dont les conseils judicieux lui ont permis d'améliorer cet article.
2. Pour une présentation plus complète de cette histoire, voir Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal: les campagnes de moralité publique, 1940-1954*, Québec, Septentrion, 2014, 395 p. L'ouvrage est issu d'une thèse de doctorat en histoire intitulée « Le Comité de moralité publique, l'enquête Caron et les campagnes de moralité publique à Montréal, 1940-1954 », York University, 2010, xiv, 484 f.



- De nombreux auteurs ont raconté avant nous ces événements : outre les récits autobiographiques de l'avocat réformateur Pacifique Plante et l'histoire souvent événementielle de Robert Rumilly (*Histoire de Montréal* et *Maurice Duplessis et son temps*), on consultera notamment avec profit les ouvrages de Suzanne Morton, *At Odds: Gambling and Canadians, 1919-1969*, Toronto, University of Toronto Press, 2003, p. 157-165 ; de Pierre de Champlain, *Histoire du crime organisé à Montréal de 1900 à 1980*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2014, chapitres 4 et 5 ; de Danielle Lacasse, *La prostitution féminine à Montréal, 1945-1970*, Montréal, Boréal, 1994, chapitre 5 ; de Magaly Brodeur, *Vice et corruption à Montréal, 1892-1970*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, 129 p. ; et de Jean-Paul Brodeur, *La délinquance de l'ordre. Recherches sur les commissions d'enquête I*, LaSalle, Hurtubise HMH, 1984, chapitres 5 et 6 ; ainsi que l'article de François David, « Le Comité de moralité publique de Montréal », *Cultures du Canada français*, 8, automne 1991, p. 84-95. Pour le contexte politique de cette campagne, voir Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 531-535.
3. « La pègre à Montréal », *La Patrie*, 26 juillet 1946 ; « Ces règlements de compte », *Le Canada*, 27 juillet 1946 ; « Why ? » *The Herald*, 27 juillet 1946 ; « Who protects the gamblers ? », *The Star*, 27 juillet 1946 ; « Un encouragement au jeu », *Montréal-Matin*, 27 juillet 1946, p. 4.
  4. « Moralité », *Relations*, décembre 1946, p. 372.
  5. Ce témoignage sera rapidement publié sous forme de brochure : Pacifique Roy Plante, *Montréal sous le règne de la pègre*, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1950, 96 p.
  6. Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's quiet revolution: liberalism versus neo-nationalism, 1945-1960*, Kingston, McGill-Queen's University Press, 1985, p. 220.
  7. Susan Purcell et Brian McKenna, *Jean Drapeau*, Montréal, Stanké, 1981, p. 107-114, 126-137.
  8. William Howard Moore, *The Kefauver Committee and the politics of crime, 1950-1952*, Columbia, University of Missouri Press, 1974, p. 25-41 ; Suzanne Morton, *At odds...*, *op. cit.*, p. 146-147.
  9. *Chicago Confidential* (1957), réalisé par Sidney Salkow ; voir aussi *The Racket* (1951), réalisé par John Cromwell et mettant en vedette Robert Mitchum.
  10. Will Straw, « Montreal Confidential: Notes on an Imagined City », *CineAction*, 28, printemps 1992, p. 58-64 ; *Idem*, « Montreal and *The Captive City* », *Quebec Studies*, 33, 48, automne-hiver 2009-2010, p. 13-24 ; Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal...*, *op. cit.*, p. 257, 262.
  11. Virgil W. Peterson, « Citizens Crime Commissions », *Federal Probation*, mars 1953, p. 11. Peterson était le directeur de la Chicago Crime Commission, fondée en 1919.
  12. Lee Bernstein, *The greatest menace: organized crime in cold war America*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2002, p. 86-87.
  13. Voir par exemple *Commerce-Montréal*, éditoriaux des 20 et 27 novembre et 18 décembre 1950.
  14. William H. Moore, *op. cit.*, p. 39-41 ; Lee Bernstein, *op. cit.*, p. 87-88.
  15. Sur l'enquête Kefauver, voir William H. Moore, *The Kefauver Committee...*, *op. cit.* Sur la résonance de l'enquête Kefauver au Canada, voir Suzanne Morton,

- At odds...*, *op. cit.*, p. 147. On y trouve également une synthèse remarquable de la campagne montréalaise contre le jeu, aux p. 157-165.
16. David Halberstam, *The Fifties*, New York, Fawcett Columbine, 1994, p. 192; voir aussi Bernstein, *op. cit.*, p. 62.
  17. William H. Moore, *The Kefauver Committee...*, *op. cit.*, p. 114-134; Bernstein, *The greatest menace...*, *op. cit.*, p. 66-67; «“La pieuvre des temps modernes”», *Le Canada*, 4 juin 1951, p. 3.
  18. James West Davidson *et al.*, *Nation of nations: a narrative history of the American republic*, New York, McGraw-Hill, 1998, p. 1018.
  19. «Malgré les enquêtes, les “gentlemen-gangsters” des États-Unis touchent encore vingt milliards par an», *Le Petit Journal*, 1<sup>er</sup> juillet 1951, p. 56; «Le crime organisé coûte cher au peuple», *Relations*, avril 1953, p. 98.
  20. Frank Anichiarico et James B. Jacobs, *The pursuit of absolute integrity: How corruption control makes government ineffective*, Chicago, University of Chicago Press, 1996, p. 159; Robert D. McFadden, «The lonely death of a man who made a scandal», *The New York Times*, 5 avril 1986; Norton Mockridge et Robert H. Prall, *The Big Fix*, New York, Holt, 1954, 337 p.
  21. Tamara Myers, *Caught: Montreal's modern girls and the law, 1869-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 2006, p. 70-75; J. A. Keshen, *Saints, sinners, and soldiers: Canada's Second World War*, Vancouver, UBC Press, 2004, p. 204-213.
  22. John D'Emilio et Estelle B. Freedman, *Intimate matters: a history of sexuality in America*, Chicago, University of Chicago Press, 1998, p. 280-284; Bart Beaty, *Fredric Wertham and the critique of mass culture*, Jackson, University Press of Mississippi, 2005, 238 p.
  23. Dès l'été 1943, une campagne contre les «mauvaises revues» a lieu à Montréal suivant des méthodes rappelant celles de la *National Organization for Decent Literature* états-unienne: correspondance du Comité des œuvres catholiques, Archives des Jésuites au Canada, R3/47, 2. Voir aussi Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal...*, p. 158-159 et «Comment se sont nettoyés les kiosques», *Relations*, 98, août 1948, p. 234. Sur les campagnes québécoises contre la presse jaune, voir Viviane Namaste, «“Débarrasser la ville de Rimouski de ces déchets littéraires”: la sexualité et la censure des journaux jaunes à Rimouski dans les années 1950», dans Jean-Philippe Warren (dir.), *Une histoire des sexualités au Québec au XX<sup>e</sup> siècle*. Montréal, VLB, 2012, p. 146. Pour les exemples américains et français, voir Thomas F. O'Connor, «The National Organization for Decent Literature: A Phase in American Catholic Censorship», *The Library Quarterly*, vol. 65, no. 4, octobre 1995, p. 386-414; et Thierry Crépin, «“Semences de crimes”. Les ligues de moralité et les lectures juvéniles, du Code de la famille à la loi de 1949», dans Pascal Durand *et al.* (dir.), *La censure de l'imprimé. Belgique, France, Québec et Suisse romande, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Québec, Nota Bene, 2006, p. 153-162.
  24. Le juge Louis Coderre qualifiait déjà par ce mot la prostitution à Montréal à la suite de son enquête de 1924-1925, la plus marquante avant celle du juge Caron vingt-cinq ans plus tard: Louis Coderre, *Rapport d'enquête sur la police de Montréal*, reproduit dans *Le Devoir* du 14 mars 1925.
  25. Andrée Lévesque, *Résistance et transgression: études en histoire des femmes au Québec*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1995, p. 88 à 115; Amédée

- Geoffrion, *Voyage rimé; suivi de, Un magistrat doit jouir du respect des justiciables*, Montréal, Éditions Lescop, 2001, 244 p. ; Mathieu Lapointe, « Nettoyer la “ville ouverte”, nettoyer la politique », dans Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson (dir.), *La gouvernance montréalaise : de la ville-frontière à la métropole*, Montréal, éditions Multimondes, 2014, p. 86-87.
26. Alain Corbin, *Les filles de nocé : misère sexuelle et prostitution : 19e et 20e siècles*, Paris, Aubier Montaigne, 1978, p. 505-510 ; Elizabeth Coquart, *Marthe Richard : de la petite à la grande vertu*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2011 (2006), chapitres 19-23.
  27. Joël Andriantsimbazovina et al., (dirs.), *Dictionnaire des droits de l'homme*, Paris, PUF, 2008, p. 429 ; Procès-verbaux du Comité exécutif du CMP, novembre et décembre 1955, BANQ (Montréal), Fonds Comité de moralité publique, CLG47/B2. Pour un autre exemple de cet abolitionnisme d'après-guerre, voir le cahier no 9 de la collection *Recherches et débats* consacré aux « Problèmes sociaux : La prostitution. L'alcoolisme. Le logement », Paris, Librairie Arthème Fayard, novembre 1954.
  28. E.-Martin Meunier, *De Forbin-Janson à Pierre Lacroix : le prédicateur populaire et la gestion du charisme*, Mémoire de M.A. (Théologie), Université Laval, 1992, chapitre 4 sur le père Marcel-Marie Des Marais, incidemment le frère du réformateur montréalais Pierre Des Marais, p. 105-140 ; *Idem*, « La nouvelle Ève. Une foi pour la femme dans le monde moderne dans l'œuvre du père Marcel-Marie Desmarais », dans Gilles Routhier et Jean-Philippe Warren (dir.), *Les visages de la foi. Figures du catholicisme québécois*, Montréal, Fides, 2003, p. 179-196 ; Michael Gauvreau, *The Catholic origins of Quebec's Quiet Revolution, 1931-1970*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2005, chap. 3, p. 77-119 ; James West Davidson et al., *op. cit.*, p. 1036.
  29. Elizabeth Coquart, *Marthe Richard...*, *op. cit.*, p. 215-216.
  30. Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal...*, *op. cit.*, p. 24-31 et 314-321.
  31. Sur l'échec de la Ligue de vigilance sociale/*Citizens* « *Vigilance League* active de 1944 à 1946, voir Mathieu Lapointe, « Le Comité de moralité publique... », *op. cit.*, chapitre 3 ou *idem*, *Nettoyer Montréal...*, *op. cit.*, chapitre 4.
  32. Le CMP et la LAC s'étaient dotés de noms bilingues (*Public Morality Committee* et *Civic Action League*), mais ils ne parvinrent pas, du moins dans leurs premières années, à faire des percées significatives dans les communautés anglophone, juive et « néo-canadiennes » : voir Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal...*, *op. cit.*, p. 240-241.
  33. Pacifique Roy Plante, *Montréal sous le règne...*, *op. cit.*, p. 85.